



CCI SEINE-ET-MARNE

**TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DES LOCAUX DU SERVICE
D'APPUI AUX ENTREPRISES DE LA CCI SEINE-ET-MARNE
SITUÉ À DAMMARIE-LES-LYS**

MARCHÉ N° 2025/MAPA/07

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

**C.C.P
(commun à l'ensemble des lots)**

Le présent document comprend 34 pages.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – MAITRE D’OUVRAGE	3
ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE 4 – FORME - TRANCHES	3
ARTICLE 5 – DURÉE – DÉLAI D’EXÉCUTION	4
ARTICLE 6 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	4
ARTICLE 7 – REPRÉSENTATION DU TITULAIRE.....	6
ARTICLE 8 – GROUPEMENT D’OPÉRATEURS	6
ARTICLE 9 – SOUS-TRAITANCE	7
ARTICLE 10 – AUTRES INTERVENANTS	8
ARTICLE 11 – PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	8
ARTICLE 12 – ABSENCE ET REMPLACEMENT DU PERSONNEL	9
ARTICLE 13 – PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT, SÉCURITÉ ET SANTÉ	9
ARTICLE 14 – GESTION DES DÉCHETS.....	9
ARTICLE 15 – ORDRES DE SERVICE.....	10
ARTICLE 16 – PROLONGATION DU DÉLAI D’EXÉCUTION.....	10
ARTICLE 17 – CONDITIONS GÉNÉRALES D’EXÉCUTION	12
ARTICLE 18 – PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES TOUS CORPS D’ÉTAT	15
ARTICLE 19 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES : LOT 1 – MAÇONNERIE / CLOISONS / MENUISERIES / PLOMBERIE	17
ARTICLE 20 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES : LOT 2 – ÉLECTRICITÉ COURANT FORT ET COURANT FAIBLE	19
ARTICLE 21 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES : LOT 3 – PEINTURE / REVÊTEMENTS DE SOLS / FAUX-PLAFONDS	22
ARTICLE 22 – RÉCEPTION ET GARANTIES	24
ARTICLE 23 – PRIX	24
ARTICLE 24 – RÈGLEMENT.....	26
ARTICLE 25 – SUSPENSION EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES	29
ARTICLE 26 – PRESTATIONS SIMILAIRES	29
ARTICLE 27 – ASSURANCES	29
ARTICLE 28 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	30
ARTICLE 29 – PÉNALITÉS	30
ARTICLE 30 – FORCE MAJEURE	32
ARTICLE 31 – EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES	32
ARTICLE 32 – RÉSILIATION	32
ARTICLE 33 – DISPOSITIONS RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	33
ARTICLE 34 – DIFFÉRENDS.....	33
ARTICLE 35 – DÉROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES DES MARCHÉS PUBLICS DE TRAVAUX.....	34

ARTICLE 1 – MAÎTRE D’OUVRAGE

CHAMBRE DE COMMERCE ET D’INDUSTRIE SEINE-ET-MARNE

(Ci-après dénommée « CCI Seine-et-Marne »)

1 avenue Johannes Gutenberg – Serris

CS 70045

77776 Marne-la-Vallée cedex 4

Représentée par M. Jean-Charles HERRENSCHMIDT, Président

ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation des travaux d’aménagement des locaux du service d’appui aux entreprises de la CCI Seine-et-Marne, situé sur la commune de Dammarie-Les-Lys.

Lors de la notification du marché, le maître d’ouvrage communique au titulaire les coordonnées du service chargé du suivi de l’exécution des prestations.

ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT

Les prestations sont décomposées en 3 lots faisant chacun l’objet d’un marché distinct, comme suit :

- **Lot 1 – Maçonnerie / cloisons / menuiseries / plomberie**
- **Lot 2 – Electricité courant fort et courant faible**
- **Lot 3 – Peinture / revêtements de sols / faux-plafonds**

ARTICLE 4 – FORME - TRANCHES

Le présent marché est conclu à prix global et forfaitaire en application de l’annexe 2 à l’acte d’engagement – Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F).

Le marché est décomposé comme suit en application des articles R2113-4 à R2113-6 du CCP.

Concernant le **lot 1 – Maçonnerie / cloisons / menuiseries / plomberie**

TRANCHES	DESIGNATION
Tranche ferme	Travaux d’aménagement des locaux – Lot 1
Tranche optionnelle 1-1	Remplacement WC sanitaire personnel
Tranche optionnelle 1-2	Remplacement WC sanitaire public

Concernant le **lot 2 – Electricité courant fort et courant faible**

TRANCHES	DESIGNATION
Tranche ferme	Travaux d'aménagement des locaux – Lot 2
Tranche optionnelle 2-1	Bandeaux de brassage RJ45
Tranche optionnelle 2-2	Zonage des éclairages
Tranche optionnelle 2-3	Visiophone + gâche électrique + bouton sortie

Concernant le **lot 3 – Peinture / revêtements de sols / faux-plafonds**

TRANCHES	DESIGNATION
Tranche ferme	Travaux d'aménagement des locaux – Lot 3
Tranche optionnelle 3-1	Revêtements de sol des circulations secondaires
Tranche optionnelle 3-2	Remplacement complet par dalles acoustiques

Le pouvoir adjudicateur n'est engagé que sur chacune des tranches fermes désignées ci-dessus.

Chaque tranche optionnelle est affermie par ordre de service.

La décision d'affermissement d'une tranche optionnelle est notifiée par le pouvoir adjudicateur avant la fin du délai d'exécution du marché. Cette décision unilatérale ne peut comporter d'éléments nouveaux venant modifier le marché.

En cas d'affermissement, le titulaire est tenu d'exécuter la(les) tranche(s) optionnelle(s) concernée(s) selon les conditions définies dans le marché.

En cas d'absence d'affermissement, le titulaire est dégagé de toute obligation quant à la (aux) tranche(s) optionnelle(s) non affermie(s) et il ne pourra prétendre à aucune indemnité d'attente ou de dédit.

ARTICLE 5 – DURÉE – DÉLAI D'EXÉCUTION

Le marché prend effet à compter de la date de sa notification (commencement d'exécution), jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement des travaux.

Le délai d'exécution des travaux, incluant l'approvisionnement, l'installation, les études d'exécution, le repliement du chantier et la remise en état, est de 10 semaines à compter de la date de notification du marché.

La période d'exécution des travaux est prévue sur les mois de septembre et d'octobre 2025.

ARTICLE 6 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux, le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous dont seul l'exemplaire conservé par le maître d'ouvrage fait

foi. Leurs stipulations s'appliquent de manière cumulative et, en cas de contradiction entre elles, prévalent selon l'ordre de priorité décroissant suivant :

a) Documents particuliers

1. L'acte d'engagement du lot concerné, signé par le représentant habilité de chaque partie (incluant l'annexe 1 « Demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement ») ;
2. L'annexe 2 à l'acte d'engagement – Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F) du lot concerné ;
3. Le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P) commun à l'ensemble des lots ;
4. Les trois annexes au C.C.P : plans
5. Les éventuels actes de sous-traitance et actes modificatifs postérieurs à la notification du marché
6. Le mémoire technique des dispositions prises par le titulaire pour l'exécution des prestations, lorsque celles-ci ne sont pas contraires aux précédents documents
7. Les ordres de service émis postérieurement à la notification du marché, au titre de son exécution ;

b) Documents généraux

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (CCAG Travaux) ;
- L'ensemble des lois, décrets et textes réglementaires en matière de droit du travail, prescriptions de l'inspection du travail et organismes professionnels (OPPBTP, ...) ;
- Les règlements d'accessibilité et de sécurité applicables aux établissements recevant du public ;
- Les fascicules du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux concernant les ouvrages objet du présent marché, l'ensemble des normes applicables telles que Euro codes, NF-DTU, AFNOR et toutes normes homologuées reconnues comme équivalentes, les avis, règles de calcul applicables, ...

Les documents généraux ci-dessus ont valeur contractuelle et sont réputés être connus du titulaire, bien qu'ils ne soient pas matériellement annexés au présent marché.

Le marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus formalise l'intégralité des obligations des parties.

Ces dispositions prévalent sur les documents échangés préalablement à la signature du marché.

En particulier, sauf accord express de la CCI Seine-et-Marne, aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents du titulaire n'a de valeur contractuelle, telles que (non exhaustif) : conditions d'achat et de vente, mentions figurant sur les factures, etc.

Aussi, le titulaire ne peut se prévaloir d'une quelconque ignorance des lois, réglementations, normes et, de manière générale, de tout texte intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

ARTICLE 7 – REPRÉSENTATION DU TITULAIRE

En application de l'article 3.4 du CCAG Travaux, dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du maître d'ouvrage pour les besoins de l'exécution du présent marché.

Ce(s) représentant(s) est (sont) réputé(s) disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dans les délais requis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire notifie sans délai au maître d'ouvrage toute modification survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapporte :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- A ses coordonnées bancaires ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- Toute modification concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Dispositif de vigilance – lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire s'engage à fournir, tous les 6 mois à compter de la notification du présent marché et jusqu'à la fin de son exécution, les attestations et documents exigés aux articles D8222-5 et D8254-2 du code du travail (s'il est établi en France) ou D8222-7 et D8254-3 (s'il est établi à l'étranger).

Les attestations et documents doivent être déposés par le titulaire sur la plateforme mise à disposition, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

Sous peine de résiliation, les attestations et documents sont transmis dans un délai de 15 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage.

ARTICLE 8 – GROUPEMENT D'OPÉRATEURS

En application de l'article 3.5 du CCAG Travaux, le membre du groupement désigné comme mandataire représente l'ensemble des membres vis-à-vis du maître d'ouvrage pour l'exécution du présent marché.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du maître d'ouvrage jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance des chacun des autres membres du groupement.

La forme du groupement et la répartition des prestations sont précisées dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 9 – SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est régie conformément aux dispositions des articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique. Conformément à l'article L2193-2 du code précité, la sous-traitance de la totalité de l'exécution des prestations objet du marché est interdite.

En application de l'article 3.6 du CCAG Travaux, le titulaire qui envisage de sous-traiter une partie du marché demande au maître d'ouvrage d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

La demande d'acceptation doit préciser la répartition du montant des prestations faisant l'objet de la demande.

La demande d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement du sous-traitant est transmise dans le projet de déclaration de sous-traitance – Formulaire DC4 « Déclaration de sous-traitance »¹, accompagné des attestations, déclarations et renseignements mentionnés ci-dessous justifiant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant :

- ✓ Le formulaire DC2 « Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement »¹, dûment complété et signé par le représentant habilité du sous-traitant et accompagné des certificats qui y sont mentionnés ;
- ✓ L'attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions émanant de l'organisme chargé de leur recouvrement et datant de moins de 6 mois ;
- ✓ L'attestation de souscription des déclarations fiscales et de paiement de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés ainsi que de la taxe sur la valeur ajoutée, émanant des services fiscaux ;
- ✓ Une déclaration sur l'honneur signée justifiant que le sous-traitant n'entre dans aucun cas d'exclusion mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique ;
- ✓ L'attestation d'assurance en cours de validité établissant l'étendue de la responsabilité garantie ;
- ✓ La liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L5221-2 du code du travail, le cas échéant.
- ✓ Un document mentionnant le numéro SIREN du sous-traitant ;
- ✓ Une présentation des capacités du sous-traitant :
 - Capacités professionnelles : certificats de qualifications professionnelles du sous-traitant et prestations équivalentes réalisées au cours des trois dernières années (références) ;
 - Capacités techniques : moyens humains et moyens techniques que le sous-traitant dispose pour l'exécution de marchés équivalents ;
 - Capacités financières : chiffre d'affaires réalisé par le sous-traitant au cours des trois derniers exercices.

Dès réception de la notification de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, le titulaire communique au maître d'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

¹ Les formulaires sont disponibles à l'adresse <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

Le titulaire demeure responsable de l'exécution de la totalité du marché.
Il est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses modifications éventuelles au maître d'ouvrage lorsque celui-ci en fait la demande.
A défaut, il encourt une pénalité dans les conditions définies à l'article 3.6.1.5 du CCAG Travaux.

En outre, le marché peut être résilié pour faute du titulaire :

- En cas de recours à un sous-traitant qui n'aurait pas été préalablement agréé ;
- Si le titulaire a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de la demande de sous-traitance.

ARTICLE 10 – AUTRES INTERVENANTS

Le maître d'ouvrage communique la liste nominative des intervenants et leurs missions respectives.

▪ Contrôle technique

Le maître d'ouvrage est assisté du bureau de technique agréé, désigné ci-dessous :

Groupement SOCOTEC Construction SAS (Immeuble Mirabeau, 5 place des Frères Montgolfier, Guyancourt CS 20732 – 78182 Saint-Quentin-en-Yvelines) / SOCOTEC Environnement / SOCOTEC Diagnostic

▪ Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS)

La mission de coordination SPS est assurée par :

COBAT-COPREV (Parc Tertiaire du Rotois, Bât. B, route des Oignies – 62710 Courrieres)

ARTICLE 11 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire du présent marché respecte l'ensemble des obligations résultant de l'article 6 du CCAG Travaux.

A ce titre, le titulaire est tenu à la stricte application de la législation sociale, de la réglementation du travail et des conventions collectives en vigueur, tant à la signature du marché qu'à la suite de leur éventuelle modification.

Les travailleurs étrangers sont munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France, lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu de dispositions législatives, réglementaires, de traités ou accords internationaux en vigueur.

Par ailleurs, en cas de détachement temporaire de salariés par une entreprise non établie en France, l'employeur se conforme aux dispositions des articles L1262-4 et suivants du code du travail. Avant le début du détachement, l'employeur transmet au maître d'ouvrage les éléments attestant du respect des obligations mentionnées aux I et II de l'article L1262-2-1 du code du travail, en matière de déclaration préalable à l'inspection du travail et de désignation d'un représentant sur le territoire national chargé d'assurer la liaison avec les agents pendant la durée de la prestation.

Le titulaire établit et tient à jour un registre exhaustif des travailleurs employés sur le chantier. Ce registre est mis à disposition du maître d'ouvrage et de toute autorité compétente et doit être à tout moment conforme à la réalité des effectifs.

Chaque travailleur doit être muni d'une carte d'identité professionnelle.

Le titulaire a l'entière responsabilité de la définition des tâches, de l'organisation et de la qualification du personnel.

Il est seul responsable des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre le maître d'ouvrage en cas de condamnation encourue par lui ou ses préposés.

Le personnel du titulaire et de ses sous-traitants est tenu de respecter les consignes de sécurité et le règlement intérieur de l'établissement.

Le titulaire est tenu, sous sa responsabilité, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents à l'égard de son personnel, de celui de ses sous-traitants, du personnel du maître d'ouvrage et des tiers.

ARTICLE 12 – ABSENCE ET REMPLACEMENT DU PERSONNEL

En cas d'absence ou de départ de personnel affecté à l'exécution des prestations, le titulaire doit en aviser par écrit le maître d'ouvrage dans un délai de 48 heures et prendre les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution du marché ne s'en trouve pas compromise.

En cas de mauvaise exécution liée à tout ou partie du personnel du titulaire ou de ses sous-traitants, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander le remplacement de tout personnel intervenant dans l'exécution des prestations.

ARTICLE 13 – PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SÉCURITÉ ET SANTÉ

En application de l'article 7 du CCAG Travaux, le titulaire du présent marché veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie de parfait achèvement, sur simple demande du maître d'ouvrage.

A cet effet, le titulaire prend toutes les mesures permettant de limiter les atteintes à l'environnement, telles que les déchets de chantier, les émissions de poussières et de fumées, les émanations polluantes, l'évacuation des déblais, gravats, ...

ARTICLE 14 – GESTION DES DÉCHETS

En application de l'article 36 du CCAG Travaux, le titulaire du présent marché effectue les opérations de collecte, de transport, d'entreposage, de tris et d'évacuation des déchets créés par les travaux, vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Afin que le maître d'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire lui fournit les bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier, ainsi que les constats d'évacuation signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets. Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

En cas d'absence de production de ces éléments, après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire encoure une pénalité en application du présent C.C.P. Lorsqu'il est constaté que le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets provenant de la démolition ou de la construction, l'évacuation des déchets est réalisée à ses frais et risques dans les conditions prévues à l'article 37.2 du CCAG Travaux.

ARTICLE 15 – ORDRES DE SERVICE

Les ordres de service sont écrits, datés, numérotés et notifiés par le maître d'ouvrage. Le titulaire en accuse réception datée.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG Travaux, lorsqu'il estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, le titulaire doit les notifier au maître d'ouvrage dans un délai de 5 jours à compter de la réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Les ordres de service relatifs à des prestations sous-traitées sont adressés au titulaire qui seul a qualité pour formuler des observations.

En cas de groupement d'opérateurs, les ordres de service sont adressés au mandataire qui seul a qualité pour formuler des observations.

Les ordres de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives qui ont une incidence financière sur le marché donnent lieu à une juste rémunération dans les conditions de l'article 13 du CCAG Travaux.

ARTICLE 16 – PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION

Le délai d'exécution des travaux est impératif et conditionne leur réception.

Le non-respect peut entraîner l'application des pénalités de retard en application du présent C.C.P.

En conséquence, toute modification du délai d'exécution des travaux ne peut intervenir qu'après l'accord express du maître d'ouvrage, notifié au titulaire du présent marché avant la date initialement prévue pour la réalisation des travaux. Aucune demande de prolongation ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel.

En application de l'article 18.2.2 du CCAG Travaux, une prolongation du délai d'exécution ou le report du début des travaux peut être justifié lorsqu'une cause qui n'engage pas la responsabilité du titulaire fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, à savoir :

- Un changement du montant des travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages ;
- Une substitution d'ouvrages aux ouvrages initialement prévus ;

- La survenance de difficultés ou de circonstances imprévues au cours du chantier ;
- Un ajournement de travaux décidé par le maître d'ouvrage ;
- Un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires, y compris en ce qui concerne les autorisations administratives liées à l'exécution du marché qui sont à la charge du maître d'ouvrage, ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché.

A ce titre, dans le cas où il serait empêché d'intervenir dans le délai contractuel, le titulaire est tenu de faire savoir par écrit au maître d'ouvrage, dans les 48 heures, les causes faisant obstacle à l'exécution du marché et la date à laquelle ces causes sont apparues. Il formule dans le même temps une demande de prolongation du délai d'exécution précisant la durée de la prolongation demandée dès que le retard peut être déterminé avec précision.

Le maître d'ouvrage notifie sa décision par écrit dans un délai de 5 jours. Le défaut de réponse dans ce délai vaut décision de rejet de la demande de prolongation.

Le délai prolongé produit les mêmes effets que le délai initialement prévu.

ARTICLE 17 – CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION

17.1. – PRESENTATION DE L'OPERATION

Le présent cahier des charges concerne les travaux d'aménagement de bureaux au sein des locaux de la CCI Seine-et-Marne, situés au 200 rue de la Fosse aux Anglais (rez-de-chaussée) – 77190 Dammarie-les-Lys.

L'objectif est de moderniser et d'assainir les espaces de travail tout en respectant les contraintes techniques, esthétiques et acoustiques du site.

17.2. – LIEU D'EXECUTION ET CONTRAINTES DU SITE

Le lieu d'exécution des travaux est situé à l'adresse suivante : 200 rue de la Fosse aux Anglais (rez-de-chaussée) – 77190 Dammarie-les-Lys

La surface de locaux est de 305,70 m², composée de trois pièces.
Les locaux sont classés ERP de type W.

17.3. – DISPOSITIONS RELATIVES AUX OUVRAGES

En application de l'article 31.4 du CCAG Travaux, le titulaire du présent marché prend sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard de son personnel qu'à l'égard des tiers.

Le titulaire assure et veille au maintien de l'affichage de chantier précisant les dates et l'étendue des travaux.

Pendant la durée des travaux, il signale immédiatement au maître d'ouvrage toute anomalie pouvant entraîner des dommages matériels ou corporels.

Le titulaire assure, sous sa responsabilité et pendant la durée des travaux, la protection contre les dégradations, dégâts des eaux, vols et incendies :

- Des matériaux et matériels de chantier ;
- Des installations existantes.

Il assure notamment la clôture du chantier pendant la durée des travaux, la signalisation tant intérieure qu'extérieure, ainsi que les frais de gardiennage éventuellement nécessaires.

Les zones de stockage préalablement définies avec le maître d'ouvrage sont sous la responsabilité du titulaire et font l'objet d'un état des lieux contradictoire.

Aucun dépôt n'est établi à l'intérieur du bâtiment, sauf autorisation écrite du maître d'ouvrage.

Le titulaire veille à ne laisser aucun matériel dans les parties communes du bâtiment qui doivent être intégralement remises en état de propreté. Pour ce faire, il fait évacuer à ses frais tous les déblais, gravats, débris, ... occasionnés par le chantier.

Le titulaire est responsable du nettoyage quotidien après travaux.

Le titulaire aménage les installations de chantier et lieux de vie conformément à la réglementation. La mise à disposition des locaux, points d'eau et sanitaires est assurée par le maître d'ouvrage, les branchements sont à la charge du titulaire.

17.4. – MODALITES D'EXECUTION

17.4.1. – Période de préparation – approvisionnement

La période de préparation et d'approvisionnement des matériaux est comprise dans le délai global d'exécution.

17.4.2. – Réunions d'avancement des travaux

Une réunion de chantier hebdomadaire est organisée sur site.

Un référent du titulaire pour chaque lot doit obligatoirement assister à cette réunion.

17.5. – ORGANISATION ET SECURITE DU CHANTIER

17.5.1. – Organisation collective et matérielle du chantier

Les installations de chantier sont positionnées dans l'emprise des travaux.

Le titulaire doit établir, avant toute intervention sur site, le plan de son installation de chantier.

Ce plan est transmis au maître d'ouvrage et au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Après approbation du plan, le titulaire procède à la réalisation de toutes ses installations.

Le titulaire a à sa charge tous les éléments de protection et de signalisation de ses installations (agrès, échafaudage, bungalows, ...), ainsi que de protection des tiers par la fourniture et la pose de clôtures de chantier, barricades, etc. conformes aux normes en vigueur.

Il doit assurer leur maintien en parfait état pendant toute la durée du chantier.

17.5.2. – Respect des instructions

Le titulaire reste toujours responsable des matériaux qu'il met en œuvre.

Il lui incombe de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de l'opération, notamment :

- La nature et le type de matériaux et produits répondant aux impératifs d'utilisation ;
- Le type de pose ;
- Les conditions particulières de l'opération ;
- La compatibilité des matériaux entre eux.

Pour les matériaux et produits proposés par le maître d'ouvrage, le titulaire est tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères demandés. Dans le cas contraire, il formule, par écrit, les observations qu'il juge utile au maître d'ouvrage qui prend alors toutes décisions à ce sujet.

Le titulaire ayant suppléé par ses connaissances techniques aux erreurs ou inexactitudes du présent C.C.P, aucune réclamation ne peut être admise remettant en cause les prix fixés lors de la notification du présent marché.

Les divergences d'interprétation que pourraient éventuellement soulever certaines dispositions du présent C.C.P ou de la D.P.G.F sont réglées par référence aux règles de l'art et aux dispositions des documents techniques de référence.

Dans tous les cas, le fait pour le titulaire d'exécuter les prescriptions des documents techniques ne peut atténuer sa pleine et entière responsabilité de constructeur, s'il n'a pas présenté de réserve par écrit lors de la remise de son offre.

17.5.3. – Sécurité et hygiène du chantier

Toutes les dispositions doivent être prises pour assurer la protection et la sécurité des personnes ayant à circuler aux abords du chantier.

Les abords du chantier ainsi que les zones utilisées pour l'amenée des matériaux et l'enlèvement des terres ou gravois doivent être restitués à la fin des travaux dans leur état de début de travaux. Toutes les dispositions doivent être prises par les entreprises à cet effet.

Dans le cas contraire, tous les travaux de remise en état nécessaires sont supportés par les entreprises.

Il n'est pas prévu de clôture de chantier à l'intérieur du bâtiment.

Toutefois, afin d'une part, de limiter dans la mesure du possible la propagation des poussières et les perturbations du fonctionnement normal, et d'autre part, d'assurer la sécurité des personnes et des biens, il est demandé de maintenir fermées toutes les portes de communication.

Les entreprises doivent les protections provisoires par films polyanes sur le mobilier et au droit des passages entre zones.

Ces protections doivent isoler les zones de chantier à l'intérieur de l'enceinte au fur et à mesure de l'exécution des travaux.

ARTICLE 18 – PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES TOUS CORPS D'ÉTAT

18.1. – NATURE ET ETENDUE DES TRAVAUX

Les travaux prévus sur les nouveaux locaux consistent à aménager :

- 1 espace d'accueil
- 7 espaces individuels de travail séparés par des cloisons acoustiques
- 2 espaces de coworking
- 1 espace de reprographie

Les prescriptions techniques définies ci-après pour chaque lot constituent des solutions de base auxquelles le titulaire est tenu conformément à la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F).

Toutefois, ces prescriptions n'ayant pas de caractère exhaustif, le titulaire doit dans tous les cas l'ensemble des travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages. Il est également tenu de signaler au maître d'ouvrage les éventuelles imprécisions ou omissions.

En aucun cas, le titulaire ne peut arguer d'un défaut de définition des prestations à réaliser pour ne pas exécuter les travaux nécessaires au bon fonctionnement des ouvrages.

Sont ainsi à la charge du titulaire qui a pris connaissance du lieu d'exécution, des conditions d'accès et a apprécié l'étendue des travaux à réaliser, notamment :

- Les études préliminaires garantissant la stabilité et la solidité des ouvrages existants ;
- Le balisage et les protections du chantier, ainsi que toutes les mesures de sécurité pendant l'exécution des travaux ;
- Les moyens de manutention et de stockage des matériaux et matériels de chantier ;
- L'aménagement des lieux de vie conformément à la réglementation ;
- La fourniture des notes de calcul, schémas et plans nécessaires à la réalisation des ouvrages, ainsi que le dossier technique des ouvrages exécutés conformément aux normes en vigueur ;
- Le démontage et l'enlèvement des matériels existants selon les prescriptions du présent C.C.P ;
- La fourniture, la livraison, la pose, le raccordement et les réglages de tous les éléments nécessaires aux ouvrages et au fonctionnement normal des installations ;
- Les attestations de provenance des fournitures, si le maître d'ouvrage en formule la demande ;
- L'enlèvement des gravats consécutifs aux travaux et le nettoyage du chantier

18.2. – NORMES ET DTU

Ont valeur contractuelle :

- Tous les DTU et tous les documents ayant valeur de DTU, qu'ils fassent l'objet d'une norme ou non, y compris ceux qui n'ont pas fait l'objet d'un fascicule interministériel CCTG, savoir :
- Les Cahiers des Charges (CC) ou Cahiers des Clauses Techniques (CCT)
- Les règles de calcul
- Les mémentos, guides, instructions, ...

- Les règles professionnelles, prescriptions techniques ou recommandations acceptées par l'AFAC et figurant sur la liste
- Tous autres documents rendus obligatoires par les assureurs pour la prise en garantie décennale des ouvrages
- Toutes les normes NF concernant les ouvrages du présent marché, qu'elles soient homologuées ou expérimentales

Pour les matériaux et procédés « non traditionnels » ou « innovants » qui n'entrent pas dans le cadre des documents contractuels visés ci-dessus, l'entrepreneur doit se conformer strictement aux prescriptions et conditions des documents suivants :

- Avis technique
- Agréments européens
- Règles et prescriptions de mise en œuvre du fabricant.

Pour les matériaux et procédés n'entrant dans aucun des cas énumérés ci-dessus, la procédure d'Appréciation Technique d'Expérimentation « ATEx » peut être imposée par le maître d'ouvrage.

Les frais de cette procédure sont à la charge de l'entrepreneur.

18.3. – ETUDES D'EXECUTION – VERIFICATION DES PLANS

Le titulaire fournit les plans d'exécution au démarrage des travaux.

Il effectue les mises à jour des plans d'exécution autant que nécessaire selon les observations du contrôleur technique.

18.4. – CONTROLES ET ESSAIS

Les essais sont exécutés sur le chantier par le titulaire.

Les dispositions du CCAG Travaux relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables.

18.5. – DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES – DOSSIER TECHNIQUE DE RECOLEMENT

Le titulaire fournit les fiches techniques des matériaux, ainsi que les PV et avis techniques demandés au maître d'ouvrage et au contrôleur technique pour validation avant mise en œuvre.

A l'issue des travaux, le titulaire remet au maître d'ouvrage un dossier des ouvrages exécutés comportant notamment :

- Notices de mode d'emploi et d'entretien
- Fiches techniques
- Plans de recollement

ARTICLE 19 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES : LOT 1 – MAÇONNERIE / CLOISONS / MENUISERIES / PLOMBERIE

Description générale

Ce lot comprend des interventions de second-œuvre portant sur la modification ou le remplacement d'éléments de cloisonnement, de menuiseries intérieures et extérieures, ainsi que de petits travaux de plomberie dans les sanitaires et annexes techniques.

1. Menuiserie extérieure

a. Remplacement de la porte d'entrée

- Dépose de la **porte extérieure existante**
 - Fourniture et pose à l'identique d'une porte **double vantail en aluminium avec vitrages clairs**, conforme **accessibilité PMR**
 - Intégration d'un ferme-porte, d'une serrure trois points compatible contrôle d'accès intratone et d'un vitrage feuilleté de sécurité
 - Dimensions et teinte identique à l'existant
-

2. Cloisonnement / Démolitions

a. Démolition de cloisonnement existant

- Démolition soignée d'un **placard cloisonné existant**, selon plan
- Evacuation des gravats et reprise du faux-plafond au droit de la démolition

b. Cloisonnement neuf

- Fourniture et pose de **cloisons amovibles de type "rideau", semi-vitrées** (partie basse pleine, partie haute vitrée)
- Ossature aluminium, remplissage par panneaux mélaminés et vitrages clairs
- Hauteur standard selon faux-plafond

c. Portes intérieures

- Fourniture et pose de portes à âme pleine, selon plan fourni
-

3. Menuiserie intérieure

a. Remplacement d'une porte coupe-feu

- Dépose d'une **porte CF existante à double vantail**
- Fourniture et pose d'une **porte coupe-feu 1 heure (EI60)** à double vantail, à l'identique :
 - Parements bois ou métal selon existant
 - Quincaillerie coupe-feu homologuée
 - Plaque signalétique réglementaire "porte CF"
- Pose dans huisserie existante

4. Plomberie et sanitaires

a. Bouchage d'une évacuation d'eaux usées

- *Suppression d'un ancien équipement raccordé (ex : lave-main ou kitchenette)*
- *Neutralisation et bouchage étanche d'une canalisation d'évacuation d'eaux usées, en attente dans le sol ou le mur*
- *Contrôle de l'étanchéité et remise en état de la surface après travaux*

b. Suppression d'un meuble évier

- *Suppression d'un ancien équipement raccordé (meuble évier)*
- *Evacuation des déchets*

c. Suppression d'un urinoir

- *Dépose d'un urinoir dans le sanitaire personnel*
- *Neutralisation des alimentations en eau et de l'évacuation*
- *Rebouchage propre des percements muraux ou au sol, finitions assorties (carrelage ou peinture à l'identique)*

Tranche Optionnelle 1 – Remplacement WC sanitaire personnel

- *Dépose du WC existant dans le sanitaire personnel*
- *Fourniture et pose d'un **WC céramique avec réservoir double chasse (3/6 litres)**, modèle standard*
- *Raccordement à l'évacuation et à l'arrivée d'eau existantes*
- *Contrôle de l'étanchéité et des fixations*

Tranche Optionnelle 2 – Remplacement WC sanitaire public

- *Intervention similaire à la tranche optionnelle 1 dans les sanitaires destinés au public*
 - *Caractéristiques du WC identiques : double chasse, fixation au sol, norme EN 997*
-

ARTICLE 20 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES : LOT 2 – ÉLECTRICITÉ COURANT FORT ET COURANT FAIBLE

Description générale

Ce lot comprend l'ensemble des travaux liés à la distribution électrique (courants forts) et au câblage informatique (courants faibles), dans le cadre de l'aménagement des bureaux selon les plans fournis par le maître d'ouvrage.

1. Courants forts

a. Modification des blocs prises

- *Dépose des anciens blocs si nécessaire*
- *Modification du positionnement des blocs prises selon les plans d'implantation validés*
- *Fourniture et pose de **blocs prises neufs**, intégrant :*
 - *3 prises de courant 230V normalisées (type E)*
 - *1 prise RJ45 catégorie 6 minimum*
- *Intégration dans des goulottes apparentes (PVC, blanche, dimensions adaptées), avec séparateur courant fort/faible*

b. Goulottes

- *Fourniture et pose de goulottes en PVC, largeur adaptée aux sections de câbles, installées de manière esthétique et discrète*
- *Cheminement en périphérie basse ou haute selon contraintes du site*
- *Passage des câbles courants forts et faibles dans goulottes séparées conformément à la réglementation NFC 15-100*

c. Suppression réseau courant fort Canalis

- *Consignation du réseau canalis existant*
 - *Retrait des boutons d'arrêt d'urgence*
-

2. Courants faibles

a. Coffret serveur 19"

- *Fourniture et pose d'un **coffret mural 19 pouces**, ventilation passive*
-

3. Éclairage

a. Remplacement des luminaires

- *Dépose des anciens luminaires en plafond*
- *Fourniture et pose de **nouveaux luminaires LED**, encastrés type dalles 300x1200 mm*
- *Température de couleur standard : 4000 K*
- *Luminaires à haute efficacité énergétique, IRC > 80, UGR < 19 (confort visuel)*
- *Branchement sur circuits existants, adaptation au tableau si nécessaire*

VARIANTE : Luminaires LED à spectre complet

- Fourniture et pose de **luminaires LED à spectre de lumière complet**, imitant la lumière naturelle du jour (type « full spectrum »)
 - Température de couleur ajustable ou automatique selon la lumière du jour (technologie circadienne ou HCL – Human Centric Lighting)
 - Pilotage par minuterie, capteur ou système de gestion simple (à définir)
 - Pose sur les mêmes emplacements que les luminaires standards
-

Tranche Optionnelle 1 – Bandeaux de brassage RJ45

- Intégration de bandeaux de brassage RJ45 catégorie 6 (blindé FTP ou S/FTP)

Câblage réseau

- Tirage et pose de câbles RJ45 cat. 6 entre le coffret serveur et les prises réseau en pied de poste
 - Étiquetage clair et rigoureux des câbles des deux côtés (prise et baie)
 - Tests de continuité et certification du réseau (rapport de tests à fournir)
-

Tranche Optionnelle 2 – Zonage des éclairages par pièce

- Mise en œuvre d'un **zoning des circuits d'éclairage**, par pièce (bureaux, salles de réunion, circulations)
 - Création de circuits indépendants au tableau si nécessaire
 - Installation d'interrupteurs ou commandes murales distinctes par zone
-

Tranche Optionnelle 3 – Mise en place d'un visiophone et d'une gâche électrique

a. Visiophone

- Fourniture et pose d'un **visiophone couleur** à installer à l'extérieur du bâtiment, à proximité immédiate de la porte d'entrée principale
- Visiophone doté d'une caméra grand angle, d'un micro/haut-parleur intégré, d'un éclairage infrarouge pour vision de nuit, lecteur de badge type intratone
- Platine extérieure résistante aux intempéries (IP65 minimum, IK07)

b. Moniteur intérieur

- Installation d'un **moniteur intérieur** à proximité de l'accueil
- Moniteur couleur avec écran minimum 7 pouces, avec bouton de commande de déverrouillage à distance
- Option d'interphonie en duplex ou semi-duplex
- Branchement sur alimentation dédiée, intégration dans le coffret si nécessaire

c. Gâche électrique

- Fourniture et pose d'une **gâche électrique encastrée ou en applique**, compatible avec la porte d'entrée double vantail aluminium

- Alimentation protégée par un disjoncteur divisionnaire depuis le tableau
- Câblage depuis le visiophone jusqu'à la gâche via goulottes ou faux plafond selon accessibilité

d. Commande de sortie

- Pose d'un **bouton poussoir de sortie** à l'intérieur, à proximité immédiate de la porte (côté accueil)
- Signalisation lumineuse si exigée
- Branchement sur la même alimentation que la gâche, avec relais temporisé si nécessaire

e. Mise en service

- Réglages et tests complets
- Fourniture de la documentation technique et d'utilisation
- Formation rapide du personnel d'accueil à l'utilisation du système

ARTICLE 21 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES : LOT 3 – PEINTURE / REVÊTEMENTS DE SOLS / FAUX-PLAFONDS

1. Réfection des revêtements de sol

- *Dépose éventuelle des anciens revêtements si nécessaire*
- *Fourniture et pose d'un **revêtement de sol souple type PVC** pour usage bureau, U3P3*
- *Pose en lés, selon configuration et choix validé par le maître d'ouvrage (couleur au choix du maître d'ouvrage sur proposition d'échantillon)*
- *Mise en œuvre sur ragréage si nécessaire (inclus dans le prix forfaitaire)*
- *Plinthes assorties (à coller ou à clipser), en PVC ou bois revêtu, à définir*

Zones concernées : selon plan

2. Réfection des peintures murales

- *Préparation des supports (lessivage, rebouchage, ponçage si besoin)*
 - *Application d'un primaire adapté si nécessaire*
 - *Finition par deux couches de peinture acrylique finition satin, teintes à définir*
 - *Traitement des encadrements, angles et finitions propres exigés*
-

3. Dépose de racks métalliques au plafond

- *Dépose soignée des racks métalliques existants canalis (ancien réseau câblé ou stockage)*
 - *Évacuation des déchets en centre agréé*
 - *Rebouchage et remise en état localisé des supports au plafond*
-

4. Remplacement des dalles de faux plafond abîmées

- *Remplacement dalles de faux-plafond détériorées (dalles fournies par le maître d'ouvrage)*
 - *Réemboitage des dalles mal fixées*
 - *Nettoyage des ossatures si nécessaire*
-

Tranche optionnelle 1 – Revêtements de sol des circulations secondaires

- *Dépose éventuelle des anciens revêtements si nécessaire*
- *Fourniture et pose d'un **revêtement de sol souple type PVC** pour usage bureau, U3P3*
- *Pose en lés, selon configuration et choix validé par le maître d'ouvrage (couleur au choix du maître d'ouvrage sur proposition d'échantillon)*
- *Mise en œuvre sur ragréage si nécessaire (inclus dans le prix forfaitaire)*
- *Plinthes assorties (à coller ou à clipser), en PVC ou bois revêtu, à définir*

Zone concernée : circulations (selon plan)

Tranche optionnelle 2 – Remplacement complet du faux plafond

- *Dépose complète des dalles de faux plafond existantes*
 - *Nettoyage et contrôle de l'ossature métallique, remplacement partiel si besoin*
 - *Fourniture et pose de nouvelles **dalles acoustiques** 600x1200 mm, type Eurocoustic, Rockfon ou équivalent, à haute absorption acoustique ($\alpha_w \geq 0,80$)*
 - *Teinte blanche ou autre à valider*
 - *Reprise des éléments encastrés (luminaires, trappes)*
 - *Mise à niveau esthétique et technique de l'ensemble du plafond suspendu*
-

ARTICLE 22 – RÉCEPTION ET GARANTIES

Il est fait application du chapitre 5 (articles 41 à 44) du CCAG Travaux.

ARTICLE 23 – PRIX

23.1. – FORME ET CONTENU

Le prix du présent marché est global et forfaitaire.

En application de l'article 9.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés :

- Comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice ;
- Tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux et prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux et prestations ;
- Avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

Notamment, les prix sont réputés comprendre :

- Les frais de main-d'œuvre, y compris ceux exceptionnellement engagés pour réaliser les travaux dans les délais prescrits ;
- Les frais de déplacement et de transport ;
- Les frais de fourniture, de manutention des matériaux et matériels ainsi que l'outillage nécessaires à l'exécution des travaux ;
- Les frais d'assurances ;
- Les frais liés aux dispositifs de sécurité, balisage, échafaudages, ... ;
- Les frais de nettoyage au fur et à mesure de l'avancement des travaux, d'élimination des déchets et tous autres frais de chantier ;
- Les frais d'études et de reproduction de documents ;
- Les frais d'essais ;
- La participation aux dépenses communes de chantier ;
- De manière générale, toutes les sujétions d'exécution nécessaires au parfait achèvement des travaux

La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F) a valeur contractuelle, tant en ce qui concerne les montants inscrits que l'établissement des situations et, le cas échéant, l'estimation des travaux modificatifs.

Aussi, il appartient au titulaire de mettre en œuvre les quantités nécessaires à la réalisation complète des travaux, dans les conditions définies par le présent marché.

Sans caractère limitatif et quelles que soient les éventuelles contradictions, imprécisions ou omissions que pourraient présenter les documents du marché, le titulaire est réputé avoir prévu toutes les adjonctions, modifications, prestations annexes ou de détail nécessaires au parfait achèvement et à la finition des travaux.

Aucun supplément ne peut être admis, sauf s'il fait suite à une décision d'augmentation du montant des travaux en application de l'article 14 du CCAG Travaux et fait l'objet d'un ordre de service du maître d'ouvrage.

23.2. – ACTUALISATION

En application de l'article 9.4 du CCAG Travaux, le prix du présent marché est ferme.

Il est actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le titulaire a fixé son prix final, après négociation éventuelle, et le début d'exécution des prestations qui correspond à la date de notification du marché.

L'actualisation est réalisée par application du coefficient issu de la formule suivante, arrondi au millième supérieur :

$$C(m) = BT\ 01\ (m-3) / BT\ 01$$

Dans laquelle,

- $C(m)$: coefficient d'actualisation ;
- m : mois de démarrage des travaux ;
- $BT\ 01$: indice national du bâtiment tous corps d'état ;
- au dénominateur : valeur de l'indice au mois de remise de l'offre finale ;
- au numérateur : valeur de l'indice au mois m moins trois mois (conditions économiques antérieure de 3 mois à la date de démarrage des travaux)

23.3. – PRESTATIONS MODIFICATIVES OU SUPPLEMENTAIRES

La réalisation de prestations modificatives ou supplémentaires non prévues au présent marché doit être notifiée par un ordre de service du maître d'ouvrage.

Les prestations modificatives ou supplémentaires sont réglées comme suit :

- Si les prestations concordent avec des ouvrages dont le prix figure dans la D.P.G.F, il est fait application de ce(s) prix ;
- Dans le cas contraire, les prix provisoires permettant une juste rémunération du titulaire sont arrêtés par le maître d'ouvrage, après consultation du titulaire. Ces prix provisoires sont assortis d'un sous-détail s'il s'agit de prix unitaires, ou d'une décomposition s'il s'agit de prix forfaitaires.

Par dérogation à l'article 13 du CCAG Travaux, le titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans un délai de 15 jours suivant leur notification, il n'a pas présenté d'observation en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

En cas de désaccord, le maître d'ouvrage règle provisoirement les sommes qu'il admet.

Lorsque le maître d'ouvrage et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant, sauf si les prix sont devenus définitifs dans le silence du titulaire.

23.4. – AUGMENTATION OU DIMINUTION DU MONTANT DES TRAVAUX

Toute augmentation ou diminution du montant des travaux résultant d'un changement dans les besoins ou les conditions d'utilisation auxquelles les ouvrages doivent satisfaire est réglée en application des articles 14, 15 et 16 du CCAG Travaux.

Sous réserve de l'article 14.4 du CCAG Travaux, le titulaire est tenu de mener à son terme la réalisation des ouvrages faisant l'objet du présent marché, quelle que soit l'importance de l'augmentation du montant des travaux. Cette augmentation peut résulter de sujétions techniques imprévues, d'insuffisance des quantités prévues dans le marché ou de toute cause de dépassement autre que

celles énoncées à l'article 16 du présent C.C.P.

ARTICLE 24 – RÈGLEMENT

24.1. – AVANCE

En application des articles R2191-3 à R2191-12 du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire du présent marché, sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement, si le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, le montant initial du marché est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

Le montant de l'avance est égal à 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Ce taux est porté à 10% lorsque le titulaire ou le sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R2151-13 du code de la commande publique.

En application de l'article R2191-11 du code de la commande publique, le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre d'acomptes ou de solde, quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché.

24.2. – DECOMPTES MENSUELS ET DECOMPTÉ FINAL

Le règlement des prestations ayant donné lieu à un début d'exécution fait l'objet d'acomptes mensuels et d'un solde, établis en application de l'article 12 du CCAG Travaux.

Le projet de décompte mensuel est transmis en un original par le titulaire et comporte les mentions légales et mentions suivantes :

- Les références du présent marché et le lot concerné (numéro et intitulé) ;
- La date du projet de décompte mensuel ;
- Le nom, l'adresse (siège social et adresse de facturation si différente) et le n° SIRET du titulaire ;
- Les coordonnées bancaires ;
- L'avancement des travaux exécutés précisant, pour chaque poste de la D.P.G.F auquel il se rapporte, le pourcentage d'exécution et le prix forfaitaire HT qui en résulte ;
- Le montant total HT ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total toutes taxes comprises

En cas de sous-traitance, le projet de décompte précise la nature des prestations exécutées par le sous-traitant et leur montant total.

Dans tous les cas, il doit être accompagné des pièces justifiant de l'état d'avancement des prestations effectivement exécutées.

S'il est incomplet ou non conforme aux mentions ci-dessus, le projet de décompte est retourné au titulaire et le délai de paiement commence à courir à

compter de la présentation du projet de décompte conforme.

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie le projet de décompte établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte mensuel.

Les éléments figurant dans les décomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

En conséquence, le règlement d'un acompte ne constitue pas une acceptation de la qualité des matériaux ou une renonciation du maître d'ouvrage à faire état de réserves. Aussi, les approvisionnements et les ouvrages demeurent sous la responsabilité du titulaire.

En application de l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire transmet le projet de décompte final dans un délai 30 jours suivant la notification de la décision de réception des travaux prononcée avec ou sans réserve.

Si des réserves émises à la réception des travaux ne sont pas levées ou si le maître d'ouvrage a connaissance d'un litige ou d'une réclamation susceptible de concerner le titulaire, le projet de décompte final est assorti d'une mention indiquant expressément l'objet des réserves, du litige ou de la réclamation.

Le projet de décompte final accepté ou rectifié devient alors le décompte final qui constitue l'état du solde du marché.

24.3. – RETENUE DE GARANTIE

En application des articles R2191-32 à R2191-35 du code de la commande publique, la retenue de garantie a pour objet de couvrir les réserves formulées à la réception des prestations du marché et, le cas échéant, celles formulées pendant le délai de garantie lorsque les malfaçons n'étaient pas apparentes ou que leurs conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

La retenue de garantie est prélevée par fraction sur les acomptes et solde dus au titulaire du présent marché.

Le montant de la retenue de garantie est fixé à 5% du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution.

Ce taux est de 3% lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R2151-13 du code de la commande publique.

Le titulaire a la possibilité de remplacer cette retenue par une garantie à première demande constituée en totalité et, au plus tard, à la date de la première demande d'acompte. A défaut, la retenue de garantie est appliquée et le titulaire n'a plus la possibilité de substituer une garantie à première demande.

La retenue de garantie est remboursée dans un délai de 30 jours à compter de la date d'expiration du délai de garantie.

Si des réserves ont été notifiées pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, la retenue de garantie est remboursée dans un délai de 30 jours après la date de leur levée.

24.4. – PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Le règlement des prestations est réalisé, après constatation de leur exécution, par acomptes mensuels et solde.

Le titulaire du présent marché établit une demande de paiement correspondant à

la partie des travaux exécutée tels qu'ils sont mentionnés dans la D.P.G.F. L'objet des prestations est suffisamment détaillé pour permettre la reconstitution du montant global et forfaitaire.

Chaque demande de paiement est transmise en un original et comporte, outre les mentions légales, les mentions suivantes :

- Les références du présent marché et le lot concerné (numéro et intitulé) ;
- La date de la demande de paiement ;
- La description de l'objet : décompte concerné, prestations exécutées ;
- Le montant global et forfaitaire HT ;
- Le taux et le montant de TVA ;
- Le montant global et forfaitaire TTC

En cas de présentation non conforme, toute facture erronée ou incomplète est retournée au titulaire et n'est prise en compte qu'après sa régularisation.

Tout retard de paiement qui pourrait s'ensuivre ne saurait donner lieu au paiement d'intérêts moratoires.

24.5. – FACTURATION ELECTRONIQUE

Chaque facture est transmise par voie dématérialisée sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

Les références Chorus Pro sont :

- Identifiant : N° SIRET 18770918300235 ;
- Numéro et lot du présent marché

24.6. – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

En application des articles R2192-12 à R2192-14 du code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est fixé dans les conditions suivantes :

- A la date de réception de la demande de paiement lorsque celle-ci est postérieure à la date d'exécution des prestations ;
- A la date d'exécution des prestations lorsque celle-ci est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

La date de réception de la demande de paiement et la date de réalisation des prestations sont constatées par le maître d'ouvrage.

En cas de litige, il appartient au titulaire du présent marché d'apporter la preuve de cette date.

Dans ce cadre, le paiement s'effectue dans les 30 jours maximum à compter de la date marquant le point de départ du délai global de paiement.

En cas de retard de paiement, le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. En outre, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros est due lorsque les sommes au principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement.

24.7. – REGLEMENT EN CAS DE GROUPEMENT D'OPERATEURS ET EN CAS DE SOUS-TRAITANCE

Il est fait application des dispositions de l'article 12.5 du CCAG Travaux.

Les prestations exécutées par un sous-traitant dont les conditions de paiement ont été agréées par le maître d'ouvrage sont réglées dans les conditions définies aux articles L2193-10 à L2193-14 et R2193-10 à R2193-16 du code de la commande publique.

Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du présent marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date.

A défaut de validation du titulaire dans un délai de 15 jours, la demande de paiement du sous-traitant est considérée comme validée.

24.8. – NANTISSEMENT OU CESSIION DE CREANCE

Le présent marché ne peut faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sans accord préalable notifié par le maître d'ouvrage.

Sur demande du titulaire, le maître d'ouvrage transmet la copie de l'acte d'engagement portant la mention d'exemplaire unique pour être remise, au gré du titulaire, à l'établissement financier de son choix.

Lors de la demande d'agrément d'un sous-traitant, le titulaire est tenu d'établir que le nantissement dont le marché aurait pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

ARTICLE 25 – SUSPENSION EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES

En application de l'article 53.3 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de suspendre tout ou partie des prestations en cas de circonstances imprévisibles et dans les conditions décrites dans l'article précité.

ARTICLE 26 – PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, la réalisation de prestations similaires peut être confiée au titulaire du présent marché au moyen d'un ou de plusieurs marchés négociés ultérieurement, sans publicité ni mise en concurrence préalables.

La durée pendant laquelle ce(s) marchés peut (peuvent) être conclu(s) ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 27 – ASSURANCES

Le titulaire du présent marché souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

De plus, le titulaire doit contracter une assurance de responsabilité décennale.

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG Travaux, le titulaire doit justifier, avant notification du marché, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen

d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, sur demande du maître d'ouvrage, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Dans le cas où, après mise en demeure, il ne serait pas en mesure de satisfaire cette demande, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché. Le titulaire s'engage à informer expressément le maître d'ouvrage de toute modification relative aux contrats d'assurances qu'il a souscrit.

ARTICLE 28 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5 du CCAG Travaux.

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux présentes obligations. Il reste responsable du respect de celles-ci.

Chaque partie est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du présent marché.

A ce titre, toute transmission de données à des tiers y compris établis hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur, est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires donnent lieu à un avenant ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le maître d'ouvrage.

Le titulaire est destinataire des seules données à caractère personnel strictement nécessaires à l'exécution du présent marché.

Le maître d'ouvrage se conforme à toutes les obligations inhérentes à sa qualité de responsable de traitement s'agissant des données communiquées au titulaire.

ARTICLE 29 – PÉNALITÉS

29.1. – PENALITES DE RETARD

Lorsque le maître d'ouvrage envisage d'appliquer les pénalités de retard, il invite par écrit le titulaire du présent marché à présenter ses observations dans un délai de 15 jours. Le maître d'ouvrage précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées et le(s) retard(s) concerné(s).

A défaut de réponse ou si le maître d'ouvrage considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci, le maître d'ouvrage applique les pénalités.

Les pénalités de retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation aux articles 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG Travaux, les pénalités sont fixées selon les dispositions mentionnées ci-après.

- Les pénalités de retard dont le montant total est inférieur à 1 000 euros pour l'ensemble du marché sont applicables, le titulaire n'en étant pas exonéré ;
- Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20% du montant total hors taxes du marché.

N°	DESIGNATION	MONTANT	MODALITE D'APPLICATION
1	Retard d'exécution des travaux (délai d'exécution partiel ou total)	200 euros	Par jour calendaire de retard
2	Retard de communication du contrat de sous-traitance (article 3.6.1.5 du CCAG Travaux)	1/1 000 du montant hors taxes du marché	Par jour calendaire de retard
3	Retard de transmission d'un document d'exécution conforme en application des articles 29.1 et 40 du CCAG Travaux	200 euros	Par jour calendaire de retard
4	Retard de repliement des installations de chantier ou de remise en état	Exécution aux frais et risques + pénalité pour retard d'exécution des travaux	Par constat

29.2. – PENALITE EN CAS D'ABSENCE A UNE REUNION

En cas d'absence non justifiée du représentant désigné à une réunion de chantier ou de coordination, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de :
200 euros par constat

Les pénalités sont comptabilisées en fin de chantier et appliquées sans mise en demeure préalable sur le décompte final.

29.3. – PENALITE EN CAS DE NON-RESPECT DE LA REGLEMENTATION

29.3.1. – En matière d'hygiène, de sécurité ou de gestion des déchets

En cas de non-respect des dispositions du présent marché, après mise en demeure restée sans effet dans le délai fixé par celle-ci, le titulaire encourt une pénalité de :
200 euros par jour calendaire

29.3.2. – En matière de travail dissimulé

S'il ne s'acquitte pas de ses obligations fixées par le code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, après mise en demeure demeurée sans effet dans le délai fixé par celle-ci, le titulaire encourt une pénalité de :
500 euros par jour calendaire de défaut de transmission des attestations et documents exigés, dans la limite du montant des amendes prévues à titre de sanction pénale.

Les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.
Les pénalités sont cumulables.

ARTICLE 30 – FORCE MAJEURE

Aucune partie n'est responsable de la non-exécution partielle ou totale de ses obligations, provoquée par un événement constitutif d'un cas de force majeure au sens de l'article 1218 du code civil majeure : événement imprévisible, irrésistible et extérieur à la volonté de la partie qui en est victime.

En cas de force majeure dûment déclarée et justifiée, les obligations contractuelles des parties sont suspendues. Elles reprennent dès que les effets de l'événement constituant un cas de force majeure ont cessé, selon des modalités de reprise décidées d'un commun accord entre les parties.

Le titulaire du présent marché notifie son impossibilité d'exercer la mission, dans un délai de 3 jours calendaires à compter de la survenance de l'événement. Dans tous les cas, il lui appartient de prendre toutes les mesures conservatoires.

La survenance d'un cas de force majeure n'entraîne pas le report de la date d'échéance du marché.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

Les grèves ne sont pas considérées comme un cas de force majeure.

ARTICLE 31 – EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En application de l'article 52 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage peut ordonner la poursuite des travaux par un tiers, aux frais et risques du titulaire du présent marché.

ARTICLE 32 – RÉSILIATION

Le présent marché peut être résilié dans les conditions définies aux articles 50 et 51 du CCAG Travaux.

La résiliation peut être prononcée pour faute du titulaire en cas de non-transmission des documents demandés à l'article 7 du présent C.C.P (Dispositif de vigilance – lutte contre le travail dissimulé), après mise en demeure restée infructueuse dans le délai imparti par celle-ci.

En outre, la résiliation peut être prononcée pour faute du titulaire dans les conditions exposées ci-dessous.

Informé par les services compétents du non-respect des obligations mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail (dissimulation d'activité et d'emploi salarié), le maître d'ouvrage met en demeure le titulaire de se mettre en conformité avec les dispositions précitées.

Le titulaire doit apporter la preuve de la régularisation de sa situation dans un délai de 15 jours calendaires.

A défaut, le maître d'ouvrage en informe les services compétents et peut prononcer la résiliation du marché pour faute du titulaire, éventuellement à ses frais et risques.

Par ailleurs, en cas de manquement à l'une des dispositions ci-après en matière de lutte contre la corruption ou de fausse déclaration, la résiliation peut être prononcée pour faute du titulaire sans mise en demeure préalable.

La résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales

pouvant être intentées.

ARTICLE 33 – DISPOSITIONS RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Les parties s'engagent à exercer leurs activités en stricte conformité avec l'ensemble des dispositions légales et réglementaires nationales, européennes et internationales, en vigueur, en matière de lutte contre la corruption et de trafic d'influence sous toutes ses formes.

Notamment, les parties s'engagent à respecter les dispositions de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique et, d'une manière générale, toutes les dispositions légales et réglementaires équivalentes ou poursuivant les mêmes objectifs, en vigueur en France.

Conformément aux dispositions de la loi précitée, la CCI Seine-et-Marne a mis en œuvre un dispositif adapté à son organisation interne destiné à promouvoir une culture d'intégrité en son sein. Elle s'est dotée d'un code de conduite anti-corruption accessible sur son site internet.

Le titulaire du présent marché déclare avoir pris connaissance des dispositions du code de conduite anti-corruption de la CCI Seine-et-Marne et s'engage à le respecter.

De ce fait, les parties déclarent sur l'honneur :

- Qu'elles s'engagent à respecter les lois et réglementations en matière de lutte contre la corruption ;
- Qu'elles n'aient pas fait l'objet de sanctions civiles ou pénales, en France ou à l'étranger, pour violation des lois et réglementations en matière de lutte contre la corruption et qu'aucune enquête ni procédure pouvant aboutir à de telles sanctions n'est engagée à leur encontre ;
- Qu'à leur meilleure connaissance, aucun dirigeant ni cadre n'a fait l'objet de sanctions civiles ou pénales, en France ou à l'étranger, pour violation des lois et réglementations en matière de lutte contre la corruption et qu'aucune enquête ni procédure pouvant aboutir à de telles sanctions n'est engagée à leur encontre ;
- Qu'elles n'ont accordé ni n'accorderont, directement ou indirectement, aucun don, cadeau, paiement, rémunération ou avantage quelconque à quiconque en vue ou en contrepartie de la conclusion d'un contrat ou d'une commande ;
- Qu'elles fournissent toute assistance nécessaire pour répondre à une demande relative à la lutte contre la corruption, adressée à l'autre partie, par une autorité dûment habilitée.

ARTICLE 34 – DIFFÉRENDS

Les différends sont réglés selon les dispositions de l'article 55 du CCAG Travaux.

Le droit français est seul applicable.

Les correspondances et autres documents relatifs au présent marché sont rédigés en français.

Tout différend qui ne pourrait être résolu par accord entre les parties est soumis à la juridiction de droit public compétente.

Instance chargée des procédures de recours

Tribunal Administratif de Melun

Adresse : 43 rue de Général de Gaulle, case postale n°8630, 77008 Melun Cedex

Téléphone : 01 60 56 66 30 ; Télécopie : 01 60 56 66 10 ;

Adresse internet : <http://melun.tribunal-administratif.fr/ta-caa/>

ARTICLE 35 – DÉROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES DES MARCHÉS PUBLICS DE TRAVAUX

L'article 15 – Ordres de service déroge aux dispositions de l'article 3.8.2 du CCAG Travaux.

L'article 21.3 – Prestations modificatives ou supplémentaires déroge aux dispositions de l'article 13 du CCAG Travaux.

L'article 25 – Assurances déroge aux dispositions de l'article 8.1.3 du CCAG Travaux.

L'article 27.1 – Pénalités de retard déroge aux dispositions des articles 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG Travaux.